



POINTS CHAUDS

Haut-Karabagh • Sahel
Turquie • Azerbaïdjan
Mer de Chine...

GÉOÉCONOMIE

L'économie indienne
face à la pandémie
de COVID-19

HISTOIRE

L'intégration impériale
dans la Rome
antique



07 / AGENDA



08 / CARTOGRAPHIE

→ 08 – Jamaïque : continuité politique sous surveillance



10 / POINTS CHAUDS

- 12 – ENTRETIEN Arménie/Azerbaïdjan : après la guerre de 2020, les nouvelles cicatrices du Haut-Karabagh
- 17 – ANALYSE Guerre du Haut-Karabagh : la Turquie au cœur de la nouvelle géopolitique du Caucase
- 22 – ANALYSE Chili : du mouvement social aux luttes politiques pour la nouvelle Constitution
- 27 – ANALYSE Mer de Chine du Sud : le pire n'est pas toujours la meilleure hypothèse
- 32 – FOCUS Sahel : contours et enjeux d'une crise multidimensionnelle
- 37 – ANALYSE Aide humanitaire et corruption : se rapprocher du terrain pour éloigner la fraude



42 / LA LIBYE, CARREFOUR DES AMBITIONS IMPÉRIALES

- 44 – ANALYSE 2014-2020 : la Libye en lambeaux
- 50 – ANALYSE Soutien turco-qatari au gouvernement Sarraj : de la convergence idéologique à l'alliance pragmatique et financière
- 55 – FOCUS Les drones, nouvel atout militaire d'Ankara
- 56 – ANALYSE Derrière Haftar : les visées des monarchies du Golfe et de l'Égypte en Libye
- 60 – ANALYSE Comment le Kremlin augmente son pouvoir politique en Libye
- 64 – ANALYSE Dossier libyen : des ambiguïtés françaises à l'impuissance européenne
- 68 – FOCUS Où en est l'Organisation État islamique en Libye ?
- 70 – FOCUS Processus de paix libyen : des pourparlers sous influence



72 / GÉOÉCONOMIE

- 74 – ANALYSE L'Inde post-COVID sera-t-elle encore un pays émergent ?
- 79 – ANALYSE Crise sanitaire et crise frontalière avec la Chine : quelles implications pour l'Inde ?
- 84 – ANALYSE Inde : une puissance agricole à la croisée des chemins
- 89 – CARTOGRAPHIE L'Inde agricole en 2019



90 / HISTOIRE

- 91 – ANALYSE Rome : les visages de la romanisation de l'Empire (I^{er}-II^e siècles apr. J.-C.)



96 / LECTURES





Points chauds

ENTRETIEN Arménie/Azerbaïdjan : après la guerre de 2020, les nouvelles cicatrices du Haut-Karabagh..... p. 12

ANALYSE Guerre du Haut-Karabagh : la Turquie au cœur de la nouvelle géopolitique du Caucase..... p. 17

ANALYSE Chili : du mouvement social aux luttes politiques pour la nouvelle Constitution..... p. 22

ANALYSE Mer de Chine du Sud : le pire n'est pas toujours la meilleure hypothèse..... p. 27

FOCUS Sahel : contours et enjeux d'une crise multidimensionnelle..... p. 32

ANALYSE Aide humanitaire et corruption : se rapprocher du terrain pour éloigner la fraude..... p. 37

Photo ci-contre :

Chouchi (Haut-Karabagh), le 1^{er} novembre 2020 : un immeuble résidentiel dévasté par les bombardements azerbaïdjanais. Ville symbolique, Chouchi fut définitivement reprise aux Arméniens du Haut-Karabagh par l'armée azerbaïdjanaise quelques jours plus tard, après deux semaines de combats acharnés. Cet événement fut le tournant de la guerre de 2020, avant l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre, signé par Erevan et Bakou sous l'égide de Moscou. (© Arthur Fouchère)



Pour aller plus loin

Voir le reportage d'Arthur Fouchère publié sur le site de *Diplomatie* quelques jours avant la chute de Chouchi (<https://bit.ly/Diplo107Fouchere>).

entretien

Avec **Arthur Fouchère**, chargé de recherche associé, Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI), journaliste/reporter indépendant.

**Les termes suivis d'un astérisque renvoient à un lexique en marge.*

Photo ci-dessus : Chouchi, 1^{er} novembre 2020 : Armen et son frère, volontaires karabaghtsis. Armen (à gauche) était jusqu'à cette nouvelle guerre comédien dans la troupe de théâtre de la ville. Plusieurs milliers de volontaires (du Haut-Karabagh et d'Arménie) sont venus étoffer les rangs de l'armée régulière de la République auto-proclamée du Haut-Karabagh, portant ses troupes de 20 000 hommes à plus de 30 000. (© Arthur Fouchère)



Arménie/Azerbaïdjan : après la guerre de 2020, les nouvelles cicatrices du Haut-Karabagh

Le Haut-Karabagh, territoire disputé entre Arménie et Azerbaïdjan, a été le théâtre d'un nouveau conflit armé, du 27 septembre au 10 novembre 2020. Vous étiez sur le front du 30 octobre au 6 novembre et faites partie des rares journalistes français à avoir couvert la dernière phase de la guerre ; comment votre enquête s'est-elle déroulée ?

A. Fouchère : En partant de Goris, en Arménie, je suis arrivé à Stepanakert par le corridor de Latchine. Tout au début de l'offensive azerbaïdjanaise, le pont d'accès au corridor a été détruit par Bakou. Heureusement, un autre a été construit à la hâte par le génie militaire, me permettant d'emprunter cet axe hautement stratégique, cordon ombilical entre l'Arménie et le Haut-Karabagh.

La veille de mon départ pour la zone de conflit, il y avait encore beaucoup d'incertitudes, cette voie aurait pu être fermée tant l'armée azerbaïdjanaise avait intensifié ses bombardements dans la région. Je suis resté plusieurs jours dans la capitale Stepanakert et me suis également rendu à Chouchi (front sud-ouest), où la guerre a basculé en faveur de l'Azerbaïdjan, et à Martakert (front nord-est). Sur ces deux fronts, la situation était extrêmement dangereuse : survol et explosions de

drones, bombardements par roquettes (à l'aide notamment de lance-roquettes multiples d'origine soviétique de type Smerch), qui s'écrasaient parfois à seulement 200 mètres de nous en pleine rue... dans un décor de villes fantômes.

À Stepanakert, je fus le témoin de plusieurs bombardements ciblés, très impressionnants : maternité, marché, immeubles résidentiels, siège de la compagnie d'électricité, commerces... La population, diminuée des deux tiers après la première phase d'évacuation au début du conflit, vivait recluse dans les caves, tandis que les hôpitaux fonctionnaient à plein régime. Hormis quelques zones interdites, je pouvais travailler et circuler en toute liberté sur le territoire : authentification des destructions et armes, enquêtes, discussions avec des combattants volontaires près du front, rencontres et longs entretiens avec les habitants, notamment dans les abris souterrains, avec les médecins de l'hôpital central...

Chaque jour, les murs et le sol vibraient violemment pendant que, par séquences, les sirènes hurlaient pour prévenir des attaques de drones. Mais la guerre a été stoppée avant l'encerclement des populations civiles, qui ont pu, dans leur quasi-totalité, être évacuées à temps. Il n'y a donc pas eu



de combats rapprochés, les médecins n'ayant pas constaté de blessures par balles, ou très peu.

Cela fait déjà plusieurs années que vous travaillez sur ce conflit très complexe (voir encadré ci-contre)...

En effet, je suis déjà allé au Haut-Karabagh en juillet 2017. Je connaissais donc le terrain, certes en temps de paix relative et de heurts maîtrisés. Je m'étais d'ailleurs à l'époque rendu préalablement en Azerbaïdjan, incognito (avec un simple visa tourisme), dans les villes et villages les plus proches de la ligne de cessez-le-feu de 1994 (Barda, Gandja) afin de m'immerger dans la population. J'y avais alors observé, comme en Arménie, un fort patriotisme, mais aussi une grande hostilité à l'égard des Arméniens, bien que ce sentiment ait été plus nuancé chez les jeunes (18-35 ans), certains aspirant à la paix et à connaître leur ennemi invisible.

place, il paraissait clair que tout se jouerait à Chouchi et que la guerre pouvait basculer en faveur des Azerbaïdjanais du jour au lendemain.

Mes confrères Antoni Lallican (1) et François Thomas (2), qui sont restés jusqu'à l'évacuation forcée dans la nuit du 7 au 8 novembre (j'ai quitté le Haut-Karabagh 48 heures plus tôt avec deux reporters allemands), ont pu témoigner des toutes dernières heures de Chouchi arménienne, au péril de leur vie.

L'Azerbaïdjan a infligé une défaite cuisante à l'Arménie. Comment expliquer cette issue ?

La déroute militaire arménienne est indéniable. Dans les plaines du front sud, les défenses ont très rapidement volé en éclats et, en deux semaines, la ville d'Hadrouit était prise. L'armée karabaghtsise, composée de 20 000 hommes (30 000 à 35 000 en y ajoutant les nombreux volontaires et Arméniens issus

de la Défense, d'autres voix en Arménie estiment qu'il n'avait pas le choix et a évité le pire (à savoir perdre la totalité du Haut-Karabagh), appelant à l'unité nationale.

Une grande question demeure cependant : quelle est la proportion des troupes de l'armée arménienne qui ont pris part aux combats ? Aucune information fiable ne circule à ce sujet. Une chose est sûre, c'est d'abord l'armée karabaghtsise qui a fait cette guerre.

Un immense renfort de troupes arméniennes au sol n'aurait probablement rien changé dans ce conflit qui, jusqu'à son terme, était une guerre à distance (artillerie lourde et drones). La grande victoire militaire de Bakou s'est d'abord dessinée dans les airs, grâce à ses drones turcs Bayraktar, mais aussi israéliens, comme le redoutable modèle kamikaze IAI Harop, que j'ai pu authentifier à Stepanakert. Une technologie de pointe qui



“ Sur le terrain politique et psychologique, la défaite est d'autant plus mal vécue par les Arméniens qu'ils ont été bercés pendant 25 ans par l'illusion de leur invincibilité. ”

J'ai aussi pris connaissance des méthodes de la propagande d'État, notamment celle de l'éducation nationale, qui nie sans vergogne le génocide arménien commis par l'Empire ottoman en 1915-1916 sur lequel les manuels scolaires font l'impasse.

Pourtant, même chez les Azerbaïdjanais imprégnés de cette doctrine nationaliste et négationniste, j'ai pu entendre, en privé, de virulentes critiques envers leur président, Ilham Aliyev, qu'ils qualifient parfois de « dictateur ».

Quelle était la situation lorsque vous avez quitté la zone de conflit, peu avant l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 2020 ?

La ville d'altitude de Chouchi (1500 mètres) venait tout juste d'être prise par les Azerbaïdjanais — même si le président Aliyev avait annoncé sa reconquête quelques jours plus tôt. Compte tenu de l'intensification des bombardements et des combats dont j'étais témoin, de l'analyse du conflit et des informations qui circulaient sur

de la diaspora, selon les estimations de plusieurs experts militaires), a pourtant bien résisté jusqu'au bout sur le front est (Martakert, Martouni), mais a été globalement dépassée technologiquement par les forces azerbaïdjanaises qui avaient considérablement investi dans leur armement depuis une décennie.

Sur le terrain politique et psychologique, la défaite est d'autant plus mal vécue par les Arméniens qu'ils ont été bercés pendant 25 ans par l'illusion de leur invincibilité, entretenue par une propagande de guerre anormalement optimiste et des communiqués officiels maquillant la vérité du terrain. Les opposants au Premier ministre arménien, Nikol Pashinian, l'accusent de trahison et ne lui pardonnent pas d'avoir signé l'accord de cessez-le-feu. Une partie de la population voudrait le voir tomber et le pense sous l'influence des anciens dirigeants arméniens corrompus (renversés pacifiquement à la suite de la révolution de velours de 2018) (3), pourtant originaires du Haut-Karabagh. Alors que le chef du gouvernement a remplacé son ministre

Qu'est-ce que la République d'Artsakh ?

Terre historiquement arménienne, la République autoproclamée du Haut-Karabagh est appelée Artsakh par les Arméniens, en référence à la dixième province du Royaume d'Arménie (du II^e siècle av. J.-C. jusqu'en 428). Ballotté au sein de la Transcaucasie, l'Artsakh fut intégré au IV^e siècle après notre ère, par l'intermédiaire de l'Empire perse sassanide, au royaume d'Aghbanie (ou « Albanie du Caucase », berceau des Azerbaïdjanais et des Daghestanais). Au fil des invasions (perse, arabe, mongole, turque ottomane), l'Artsakh a résisté à l'islamisation.

Le Haut-Karabagh arménien correspond aux frontières de l'oblast autonome du Haut-Karabagh tel qu'il fut intégré à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan par Joseph Staline, alors commissaire du peuple aux Nationalités de l'URSS, au début des années 1920. Peuplé à l'époque de 95 % d'Arméniens (75 % à la fin des années 1980), le Haut-Karabagh a unilatéralement déclaré son indépendance en 1991, par la voix de son Assemblée nationale puis d'un référendum, invoquant le droit à l'indépendance prévu dans la Constitution de l'URSS de 1977 pour les Républiques de l'union, afin de se protéger des pogroms et discriminations.

S'opposant à cette autodétermination, Bakou déclencha alors une guerre qui aboutit à sa défaite en 1994 et à la perte des sept districts protégeant la République autoproclamée du Haut-Karabagh. Bilan humain incluant les deux camps : 30 000 morts et 1,2 million de réfugiés. Aucun traité de paix



n'a été signé à l'issue de ce conflit et, bien que le cessez-le-feu décrété en mai 1994 soit resté en vigueur depuis lors, des escarmouches meurtrières ont régulièrement éclaté le long de la ligne de contact de plus de 200 kilomètres, jusqu'au conflit de 2020.

A. F.



Points chauds



Photo ci-contre :

30 octobre 2020 : une roquette provenant d'un système de lancement multiple de type Smerch (d'origine soviétique) des forces azerbaïdjanaises a perforé la route du corridor de Latchine. Ce type d'armes a été massivement utilisé pendant la guerre. En raison de l'intensification des bombardements, le corridor de Latchine, cordon ombilical entre l'Arménie et le Haut-Karabagh, fut fermé pendant les derniers jours du conflit, contraignant des milliers de réfugiés karabaghtsis à fuir par la route du Nord.

(© Arthur Fouchère)

a détruit de nombreux chars d'assaut arméniens ainsi que des systèmes antiaériens et dissuadé l'emploi d'avions de chasse.

À l'évidence, et cela était prévisible depuis plusieurs années, le combat était déséquilibré et le conflit, asymétrique, entre des Arméniens aux moyens financiers limités et une armée azerbaïdjanaise au budget militaire considérable, financé par sa rente d'hydrocarbures (4). En outre, alors que l'Azerbaïdjan était épaulé par la Turquie, l'Arménie, pourtant touchée sur son sol au début du conflit, à Vardenis, n'a pas pu compter sur le soutien militaire de la Russie, bien que les deux pays soient liés par une clause du traité de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) — Moscou n'était d'ailleurs pas non plus intervenu après les attaques azerbaïdjanaises dans la région de Tavoush, en juillet 2020.



Quels étaient les objectifs de Bakou et sont-ils pleinement remplis ?

Ilham Aliyev devait impérativement remporter cette guerre, qu'il a déclenchée, avec un minimum de gains territoriaux, ce qu'il a fait en reprenant les territoires adjacents. Stoppé net dans son élan par Moscou lors de la guerre dite des « quatre jours », en avril 2016, et ayant vu l'armée azerbaïdjanaise humiliée (à l'époque sous la présidence de son père, Heydar Aliyev) en 1994, le président azerbaïdjanais avait une revanche à prendre. Il devait aussi galvaniser son peuple, en pleine crise des cours des matières premières et de la Covid-19, pour canaliser une possible gronde sociale (comme en 2016).

Vu sous un autre angle toutefois, l'accord de cessez-le-feu l'empêche de conquérir tout le Haut-Karabagh historique. Après la prise de Chouchi par l'armée azerbaïdjanaise, le siège de Stepanakert par les soldats azerbaïdjanais aurait probablement été une formalité sans l'intervention diplomatique de Moscou — même si, selon beaucoup d'Arméniens, une guérilla urbaine, d'usure, en combats rapprochés, aurait alors pu s'engager. Mais cet accord de paix fut accepté par les belligérants, comme un compromis visiblement équilibré.

De plus, si le nombre de civils morts est resté limité (une cinquantaine pour l'Arménie et au moins 90 pour l'Azerbaïdjan), Bakou déclare avoir perdu près de 2800 hommes — Erevan en annonce plus de 2300 (chiffre qui pourrait être nettement

supérieur, comme le suggère le nombre important de soldats toujours disparus).

Finalement, ce sont surtout la Russie, artisan de l'accord de paix, et la Turquie, en arrière-plan, qui sortent renforcées de ce conflit...

Pour Moscou, c'est une victoire diplomatique, qui la fait passer aux yeux du monde pour un médiateur responsable. Évidemment, l'opportunisme de la Russie, qui arme les deux camps, est immense, ce pilotage du cessez-le-feu permettant au Kremlin de reprendre le contrôle militaire de son ancien pré carré du Caucase du Sud, et de soumettre les démocrates du clan Pachinian, deux ans seulement après la révolution de velours, à la surveillance et à l'arbitrage de Vladimir Poutine.

En soutenant militairement l'Azerbaïdjan, la Turquie a relégué au second plan deux des trois présidents historiques du groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à savoir les États-Unis et surtout la France (5), tirillée entre ses forts liens économiques avec Bakou (renforcés en 2019) et son lien affectif avec Erevan (symbolisé par la reconnaissance du Haut-Karabagh par le Sénat (25/11) et l'Assemblée nationale (3/12) fin 2020, contre l'avis du gouvernement). Ankara a soutenu logistiquement Bakou et organisé la venue de mercenaires syriens en renfort des troupes azerbaïdjanaises. Dans une conférence fin novembre, René Cagnat, colonel en retraite de l'armée française et grand spécialiste de l'espace postsoviétique et de l'Asie centrale, expliquait comment Ankara a également joué un rôle décisif en détachant en Azerbaïdjan des généraux formés à l'OTAN et capables de structurer avec autorité les schémas tactiques de l'armée azerbaïdjanaise. Il s'agit d'un immense succès pour la Turquie d'Erdogan, qui pourra tirer profit de cette nouvelle carte géopolitique dessinée par Moscou, qui a dû lui offrir des garanties [lire l'article de J. Marcou p. 17].

Quand vous évoquez des « garanties » offertes aux Turcs par les Russes, voulez-vous parler des corridors nouvellement tracés ?

Oui, exactement. L'accord prévoit la création d'un nouveau corridor depuis la République autonome du Nakhitchevan. C'est l'un des points les plus importants et sensibles du dossier. Le Nakhitchevan est une exclave* azerbaïdjanaise séparée du territoire principal de l'Azerbaïdjan par l'Arménie. Frontalier de la Turquie, il fut attribué à l'Azerbaïdjan en 1921 en vertu du traité de Moscou puis de celui de Kars, signés entre les républiques soviétiques de Transcaucasie et la Turquie kémaliste.

Le plan de Moscou prévoit de rattacher le Nakhitchevan aux districts nouvellement contrôlés par Bakou, par une voie longeant la frontière iranienne, ce qui implique une entorse à la souveraineté de la République d'Arménie. D'un point de vue géostratégique, cela revient à établir une connexion de la Turquie à la mer Caspienne, rendant possible la construction de pipelines dans les années à venir. Dans cette hypothèse, Moscou pourrait parfaitement exiger un rôle dans la cogestion des voies de transport d'hydrocarbures.

S'agissant du corridor de Latchine, de nouveau si stratégique pendant cette guerre, il ne pourra être entièrement emprunté par les Arméniens dans la mesure où il débouche sur la ville nouvellement azerbaïdjanaise de Chouchi. Ainsi, une nouvelle voie parallèle devra assurer la connexion historique entre l'Arménie et la République autoproclamée du Haut-Karabagh. La



route du Nord, qui permet d'évacuer habitants et journalistes, est un axe au futur tracé encore incertain. En effet, d'importants tronçons traversent des zones désormais sous l'autorité de Bakou, comme la région de Kelbadjar.

Quelles sont les autres conséquences territoriales et géostratégiques de cet accord de cessez-le-feu ?

Les sept districts entourant la République autoproclamée du Haut-Karabagh, à savoir ces zones tampons acquises à l'issue de la première guerre en 1994 par les Arméniens karabaghtsis pour se protéger d'un nouveau conflit, reviennent à l'Azerbaïdjan [voir carte ci-contre]. Ces « territoires occupés » selon Bakou, et les résolutions de l'ONU de 1993 (qui font primer le principe du droit à l'intégrité territoriale sur celui de l'auto-

“ L’opportuniste de la Russie, qui arme les deux camps, est immense, ce pilotage du cessez-le-feu permettant au Kremlin de reprendre le contrôle militaire de son ancien pré carré du Caucase du Sud, et de soumettre les démocrates du clan Pachinian. ”

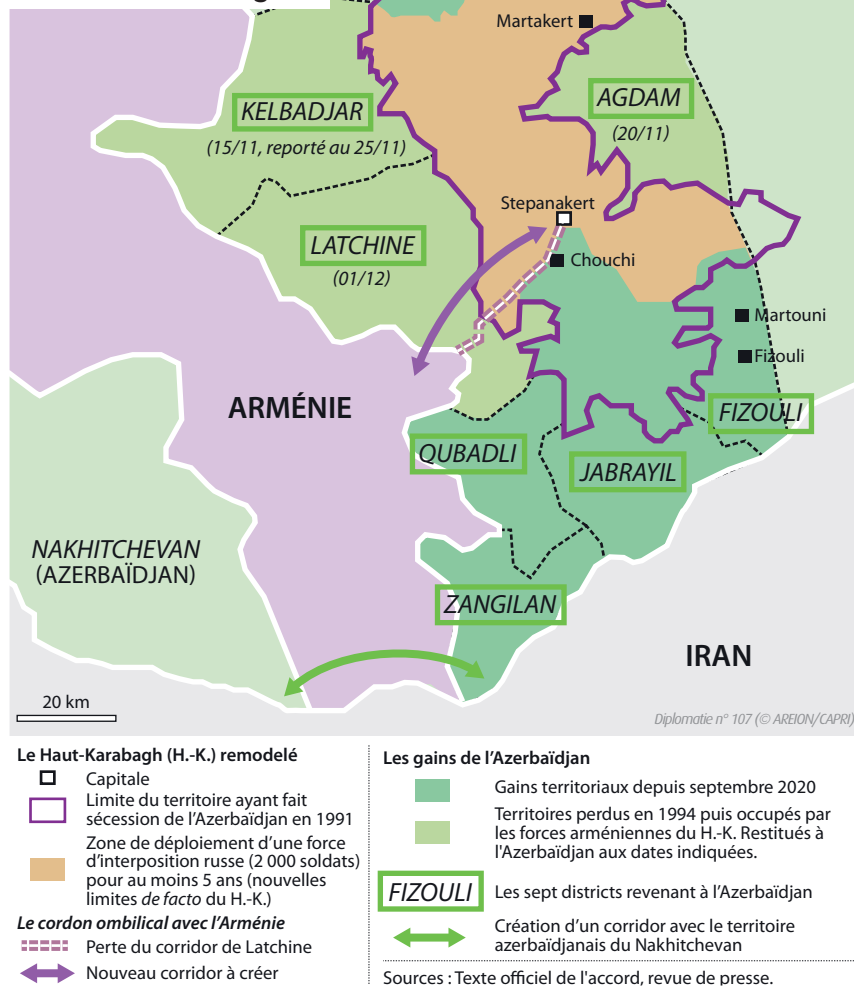
détermination des peuples (6) étaient la priorité d'Aliyev. Les districts du Sud (Fizouli, Jabrayil, Qubadli et Zangilan) ont été reconquis par les armes. Les autres, dans l'Ouest (Latchine, Kelbadjar) et dans l'Est (Agdam), sont redonnés à l'Azerbaïdjan en vertu de l'accord.

Le cœur historique arménien, c'est-à-dire les limites de la République autoproclamée (et démocratique) du Haut-Karabagh elle-même, telles qu'elles sont été consolidées en 1991, est sauvegardé : la capitale, Stepanakert, et la région de Martakert demeurent arméniennes. Mais la portion sud de ce territoire, qui attend toujours d'être reconnu par la communauté internationale, est amputée, et la ville de Chouchi, si chère aux Arméniens, est définitivement sous contrôle azerbaïdjanais.

Sur l'avenue principale de Stepanakert, celle des Combattants de la liberté, une grande affiche rappelle depuis de nombreuses années que la reprise de cette cité, point de basculement de la première guerre, mais au profit des Arméniens, est plus que symbolique. « Le 9 mai 1992, le jour de la victoire, l'armée de l'Artsakh et la libération de Chouchi », peut-on lire. Nul doute que cette défaite de novembre 2020 restera comme une cicatrice immense dans l'esprit des Arméniens du Haut-Karabagh. De petites portions dans le Nord ont été également conquises par l'armée azerbaïdjanaise tout au début du conflit, comme les villages de Talish et de Madaghis, dans lesquels je m'étais rendu en 2017 alors qu'ils étaient encore arméniens.

Par ailleurs, pour faire appliquer le cessez-le-feu, Moscou a déployé le 13 novembre une force de maintien de la paix de 2000 soldats (officiellement), sur le territoire de la République autoproclamée du Haut-Karabagh, mais aussi le long des

L'accord de cessez-le-feu du 10/11/2020 sur le Haut-Karabagh



corridors. Établie pour une durée renouvelable de cinq ans, elle est dirigée par le général daghestanais Roustam Mouradov. Notons qu'Ankara a eu l'aval de Moscou pour déployer des militaires sur les territoires azerbaïdjanais, chargés de seconder les Russes dans le cadre d'un centre conjoint d'observation du cessez-le-feu, pour une durée d'un an, preuve que Vladimir Poutine doit composer avec Recep Tayyip Erdogan.

Comment la question complexe des réfugiés a-t-elle été réglée ?

La majorité des 150 000 habitants arméniens du Haut-Karabagh vivaient jusque-là à Stepanakert et dans les alentours, notamment à Martakert. Ceux-ci pourraient repeupler leurs terres. Mais voudront-ils revivre dans un territoire sous surveillance russo-turque et encerclé de régions nouvellement azerbaïdjanaises ? En outre, la question des réparations de préjudices financiers et matériels dus aux déplacements forcés pourrait se poser. À ce titre, le Conseil de l'Europe était toujours saisi des requêtes concernant les déplacés azerbaïdjanais et arméniens de la première guerre. Début décembre, plus de 20 000 déplacés karabaghtsis sont déjà revenus, non sans angoisse et incertitudes.

Lexique

Exclave : en géographie, morceau de terre sous la souveraineté d'un pays dont il est séparé du territoire principal par un ou plusieurs pays ou mers.





Points chauds



Pour ceux qui habitaient les sept districts entourant le Haut-Karabagh, aucun retour ne sera plus possible. Les réfugiés sont donc accueillis par l'Arménie (à Erevan, à Goris et à Gyumri), dans un contexte très difficile de crise économique et sanitaire liée à la COVID-19. Quelques dizaines de milliers de personnes sont concernées et ont dû définitivement fuir avant le 1^{er} décembre. Beaucoup ont brûlé leurs maisons avant de s'exiler, pour ne pas laisser leur logement à l'ennemi, comme dans la région de Kelbadjar. Les Arméniens s'inquiètent également du sort de leur patrimoine et de leurs lieux de culte, comme le monastère de Dadivank — qui sera vraisemblablement protégé par les Russes.

à l'hôpital Necker-Enfants malades, a été chargé d'examiner les caractéristiques des brûlures de près de 90 patients gravement atteints, dont neuf sont décédés, au centre des grands brûlés d'Erevan. Il a pu établir un faisceau d'indices (hypocalcémie, mort subite par arrêt cardiaque, formes anormales de brûlures) attestant une forte probabilité d'utilisation de phosphore blanc par l'armée azerbaïdjanaise. Servant en priorité à brûler les zones forestières dans lesquelles peuvent se cacher les combattants, ce produit engendre des pluies incandescentes dévastatrices pour l'humain (visage, mains, cou, jambes). L'enquête du docteur Khonsari, que j'ai pu suivre sur place, pourrait déboucher sur la saisine d'instances internationales pour crimes de guerre.

“ Pour ceux qui habitaient les sept districts entourant le Haut-Karabagh, aucun retour ne sera plus possible. Les réfugiés sont donc accueillis par l'Arménie (à Erevan, à Goris et à Gyumri), dans un contexte très difficile de crise économique et sanitaire liée à la COVID-19. ”



Photo ci-dessus :

Un soldat de la force de maintien de la paix russe patrouille à un checkpoint aux environs d'Askeran, dans le Haut-Karabagh, le 20 novembre 2020. Plus au sud, de nouveaux affrontements entre forces azerbaïdjanaises et karabaghtsies ont eu lieu le 11 décembre et les jours suivants, autour de villages encore sous le contrôle des Karabaghtsies dans le district d'Hadrou, qui fait partie des territoires restitués à l'Azerbaïdjan. Bakou et Erevan se rejettent la responsabilité de cette première rupture significative du cessez-le-feu, tandis que le ministère russe de la Défense a constaté les faits, sans désigner de responsable. (© Karen Minasyan/AFP)

Les zones acquises par Bakou vont-elles être repeuplées ?

Les villes les plus modernes et les plus préservées des bombardements sont encore arméniennes. Le président Aliyev voudra certainement, à titre symbolique, reloger les réfugiés azerbaïdjaniens ayant fui le Haut-Karabagh après la première guerre, pour renforcer sa popularité. Mais cela passera par des investissements, de la reconstruction et même du déminage... Fin novembre, il a ainsi annoncé que de vastes plans de relogement auront lieu dans le district d'Agdam.

Que sait-on de probables crimes de guerre ?

Bakou et Erevan s'accusent d'avoir utilisé des armes à sous-munitions, que l'on a pu retrouver dans différentes zones du conflit, ce que confirme la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. À l'hôpital Ereboundi d'Erevan, j'ai pu rendre visite à des blessés graves (souvent très jeunes) et m'entretenir avec une équipe de grands chirurgiens français de l'Assistance publique spécialement envoyés à Erevan par le ministère des Affaires étrangères. Les types de blessures qu'ils ont soignées et observées, notamment chez les amputés, semblent pour certaines résulter de ce type d'arme, interdit par une convention internationale de 2008 (qui n'a été ratifiée par aucune des deux parties au conflit).

Parmi ces spécialistes, le docteur Roman Hossein Khonsari, du service de chirurgie maxillo-faciale et chirurgie plastique

Les exécutions sommaires qui auraient été commises, selon des témoignages et des vidéos, par des soldats azerbaïdjaniens sont plus difficiles à authentifier. Des investigations sont en cours par la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui les estime très crédibles. S'agissant des mercenaires syriens utilisés par Bakou, certains ont été arrêtés lorsque j'étais au Haut-Karabagh. Mais *a priori* aucun journaliste n'a eu le droit d'assister aux interrogatoires, censés mettre en lumière leurs motivations réelles et les possibles exactions qu'ils auraient commises.

Propos recueillis par Nathalie Vergeron, le 8 décembre 2020

Notes

- (1) Voir par exemple son reportage photos « La troisième guerre du Haut Karabakh » sur le site de l'agence Hans Lucas : <https://hanslucas.com/alalican/photo/40072>
- (2) Écouter notamment l'émission de RCF, « Reporter de guerre en Arménie, François Thomas », 17 novembre 2020, <https://rcf.fr/actualite/societe/reporter-de-guerre-en-armenie-francois-thomas>
- (3) Voir l'article de Tigrane Yégavian, « Arménie, an II de la révolution de velours », *Diplomatie*, n° 99, juillet-août 2019, <https://www.aren24.news/2019/11/04/armenie-an-ii-de-la-revolution-de-velours/> [NdLR].
- (4) Voir l'article de Pierre Jolicoeur, « Le Caucase du Sud poursuit sa militarisation sur fond de conflits territoriaux non résolus », *Diplomatie*, n° 101, novembre-décembre 2019, <https://www.aren24.news/2020/07/20/le-caucase-du-sud-poursuit-sa-militarisation-sur-fond-de-conflits-territoriaux-non-resolus/> [NdLR].
- (5) Le troisième président étant la Russie.
- (6) Deux piliers du droit international pourtant mis sur un pied d'égalité par les principes de Madrid (actualisés en 2009) du groupe de Minsk de l'OSCE, qui par ailleurs interdisaient le recours à la force dans la résolution de ce conflit.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & **LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE** (6 n°/an)
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales



OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

☐ France métrop. 75 € ☐ DOM/TOM/Europe 105 € ☐ Reste du monde 135 €

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS

☐ France métrop. 140 € ☐ DOM/TOM/Europe 200 € ☐ Reste du monde 260 €

Offres valables jusqu'au 31/03/2021 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

☐ M. ☐ M^{me} ☐ M^{lle} Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

Téléphone.....

E-mail.....

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

☐ chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

☐ par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____

Date d'expiration ____/____

Cryptogramme ____
(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
c/o BACK-OFFICE PRESS -12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.areion24.news